

II.-Pour l'application du 2° du I de l'article **L. 4162-1** du code du travail, l'entreprise ou le groupe est assujéti à l'obligation prévue à ce même article si son indice de sinistralité est supérieur à 0,25.

Cet indice de sinistralité est égal au rapport, pour les trois dernières années connues, entre le nombre d'accidents du travail et de maladies professionnelles imputés à l'employeur, à l'exclusion des accidents prévus à l'*article L. 411-2 du code de la sécurité sociale*, et l'effectif de l'entreprise tel que défini à l'article **R. 130-1** du même code.

service-public.fr

> Facteurs de risques professionnels : un accord est-il obligatoire ? : Accords en faveur de la prévention des effets de l'exposition à certains facteurs de risques professionnels : contenu et procédure de dépôt

> Facteurs de risques professionnels : un accord est-il obligatoire ? : Indice de sinistralité

D. 4162-2

Décret n°2017-1769 du 27 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accord d'entreprise ou de groupe mentionné à l'article **L. 4162-1** ou, à défaut, le plan d'action mentionné à l'article **L. 4162-2**, repose sur un diagnostic préalable des expositions aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article **L. 4161-1** et prévoit les mesures de prévention qui en découlent et qui s'appliquent à tous les salariés exposés à un ou plusieurs de ces facteurs, ainsi que les modalités de suivi de leur mise en œuvre effective.

Chaque thème retenu dans l'accord ou le plan d'action est assorti d'objectifs chiffrés dont la réalisation est mesurée au moyen d'indicateurs. Ces indicateurs sont communiqués, au moins annuellement, aux membres du comité social et économique.

D. 4162-3

Décret n°2017-1769 du 27 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'accord d'entreprise ou de groupe mentionné à l'article **L. 4162-1** ou, à défaut, le plan d'action mentionné à l'article **L. 4162-2**, ou l'accord de branche étendu mentionné au II de l'article **L. 4162-1** traite :

1° D'au moins deux des thèmes suivants :

- a) La réduction des polyexpositions aux facteurs mentionnés à l'article **D. 4161-1** ;
- b) L'adaptation et l'aménagement du poste de travail ;
- c) La réduction des expositions aux facteurs de risques professionnels mentionnés à l'article **D. 4161-1** ;

2° En outre, d'au moins deux des thèmes suivants :

- a) L'amélioration des conditions de travail, notamment au plan organisationnel ;
- b) Le développement des compétences et des qualifications ;
- c) L'aménagement des fins de carrière ;
- d) Le maintien en activité des salariés exposés aux facteurs mentionnés à l'article **D. 4161-1**.

Pour les thèmes mentionnés au 2°, l'accord ou le plan d'action précise les mesures de nature à permettre aux titulaires d'un compte professionnel de prévention d'affecter les points qui y sont inscrits aux utilisations prévues aux 1° et 2° du I de l'article **L. 4163-7**.

Section 2 : Procédure

R. 4162-4

Décret n°2017-1768 du 27 décembre 2017 - art. 1

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

I.-La caisse mentionnée aux articles L. 215-1 ou L. 752-4 du code de la sécurité sociale ou à l'*article L. 723-2* du code rural et de la pêche maritime informe l'employeur des obligations lui incombant en application des articles **L. 4162-1** et **L. 4162-2** du présent code.

II.-L'accord d'entreprise ou de groupe mentionné à l'article **L. 4162-1** ou, le cas échéant, le procès-verbal de désaccord et le plan d'action mentionné à l'article **L. 4162-2** sont déposés auprès de la direction régionale